

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 93 — 1627

27 MAI 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale arrêtant le cahier des charges auquel est soumis le Port de Bruxelles

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 3 décembre 1992 relative à l'exploitation et au développement du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 janvier 1993 portant adoption des statuts du Port de Bruxelles;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par l'article unique de la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le dit cahier des charges détermine notamment les obligations de service public qui s'imposent au Port de Bruxelles dès sa mise en place;

Considérant que l'ordonnance du 3 décembre 1992 susvisée et les statuts du Port de Bruxelles précités ont été publiés au *Moniteur belge* et que l'assemblée générale constitutive du Port de Bruxelles est prévue pour le 1^{er} juin 1993;

Qu'il importe dès lors d'arrêter le cahier des charges sans délais;

Sur proposition de son Ministre ayant les Travaux publics, les Communications et la Rénovation des sites d'activité économique désaffectés dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. L'Exécutif arrête, conformément au texte annexé au présent arrêté, le cahier des charges auquel est soumis le Port de Bruxelles.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 3 décembre 1992 relative à l'exploitation du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 3. Le Ministre qui a les Travaux publics, les Communications et de la Rénovation des sites d'activité économique désaffectés dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mai 1993.

Le Ministre-Président et Ministre de l'Aménagement
du Territoire, des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,
Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,
J. CHABERT

Le Ministre des Travaux publics, des Communications
et de la Rénovation des sites d'activité économique désaffectés,
J.-L. THYS

Annexe à l'arrêté de l'Exécutif de la Région
de Bruxelles-Capitale du 27 mai 1993 arrêtant le cahier
des charges auquel est soumis le Port de Bruxelles

Cahier des charges du Port de Bruxelles

PREAMBULE

1. La S.A. du Canal et des Installations Maritimes de Bruxelles a été créée en 1896 sous forme d'une association de pouvoirs publics. Elle a eu pour mission la construction d'un port maritime avec ses dépendances, d'un avant-port maritime, ainsi que la transformation et l'exploitation du canal en voie maritime jusqu'à l'Escaut — c'est-à-dire la partie située entre la place Saintelette et la jonction du canal avec le Rupel à Wintam.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 93 — 1627

27 MEI 1993. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve houdende bepaling van het bestek waaraan de Haven van Brussel is onderworpen

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de ordonnantie van 3 december 1992 betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 15 januari 1993 houdende aanneming van de statuten van de Haven van Brussel;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door het enig artikel van de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringendheid;

Overwegende dat dit bestek met name de verplichtingen van openbare dienstverlening bepaalt waaraan de Haven van Brussel vanaf zijn oprichting is onderworpen;

Overwegende dat de bovengenoemde ordonnantie van 3 december 1992 en de bovenvermelde statuten van de Haven van Brussel werden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, en dat de constitutionele vergadering van de Haven van Brussel voorzien is op 1 juni 1993;

Dat het bestek bijgevolg onverwijld moet worden bepaald;

Op de voordracht van haar Minister bevoegd voor Openbare Werken, Verkeerswezen en de Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten,

Besluit :

Artikel 1. De Executieve bepaalt, overeenkomstig de aan dit besluit toegevoegde tekst, het bestek waaraan de Haven van Brussel is onderworpen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op de dag van de inwerking-treding van de ordonnantie van 3 december 1992 betreffende de exploitatie van het kanaal, de haven, de voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 3. De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve belast met Openbare Werken, Verkeerswezen en de Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 mei 1993.

De Minister-Voorzitter en Minister van Ruimtelijke Ordening,
Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,
Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

De Minister van Openbare Werken, Verkeerswezen
en de Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten,
J.-L. THYS

Bijlage tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve
van 27 mei 1993 houdende bepaling van het bestek
waaraan de Haven van Brussel is onderworpen

Bestek van de Haven van Brussel

INLEIDING

1. De N.V. Zeekanaal en van de Haveninrichtingen van Brussel werd opgericht in 1896 onder de vorm van een vereniging van openbare overheden. Ze had tot taak de bouw van een zeehaven met haar aanhorigheden, een maritieme voorhaven, evenals de transformatie tot zeeweg en de exploitatie van het navaalzeekanaal tot aan de Schelde, dit wil zeggen, het deel gelegen tussen het Sainteletteplein en de aansluiting van het zeekanaal met de Rupel in Wintam.

2. La régionalisation de l'ensemble des voies hydrauliques, des ports et de leurs dépendances en 1989 a eu pour conséquence l'octroi à la Région de Bruxelles-Capitale de la gestion du port de Bruxelles, de l'avant-port, de ses dépendances et entrepôts ainsi que de la voie d'eau (1).

3. La Région de Bruxelles-Capitale a décidé de poursuivre et de consolider la politique portuaire menée auparavant, et a choisi comme outil un pararéglonal de type B, chargé de l'exploitation, de la gestion et du développement du port et de la voie d'eau.

4. L'ordonnance du 3 décembre 1992 relative à l'exploitation et au développement du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale crée une société régionale du Port de Bruxelles, organisme d'intérêt public doté de la personnalité juridique (Voir annexe 1).

Cette société régionale a pris la forme d'une institution d'intérêt public qui a la particularité d'être composé principalement d'actionnaires de droit qui sont les associés de la S.A. du Canal et des Installations Maritimes de Bruxelles, à l'exception des communes flamandes et de l'Etat qui est remplacé par la Région.

Cette société est chargée de l'exploitation, de la gestion et du développement du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances sur le territoire de la Région, c'est-à-dire sur la partie du canal s'étendant entre le ring de Vilvorde (limite Nord) et la limite de Sint-Pieters-Leeuw à Anderlecht (limite Sud), soit 14 km au total (11,5 km de murs de quais) (2).

Les dépendances s'étendent sur une superficie utile de 62,5 hectares.

5. La société régionale du Port de Bruxelles est à l'heure actuelle un outil performant en matière de navigation : c'est un port maritime, accessible 24 heures sur 24 aux unités d'intérieur jusqu'à 9000 tonnes (après l'achèvement de l'écluse d'Hingene) et aux navires de mer jusqu'à 4500 tonnes. Le canal de liaison au Rupel — et plus tard directement à l'Escaut — assure un trajet rapide et aisé au niveau de la sécurité.

Le Port de Bruxelles bénéficie d'une situation géographique privilégiée. Le domaine portuaire est relié au rail et à la route; il est facilement accessible à partir du réseau d'autoroutes européennes car situé près du ring. Les entrepôts sont idéalement situés à l'intérieur des limites de la région bruxelloise pour en assurer l'approvisionnement et jouissent d'un accès facile en dehors des heures de pointe. Les entrepôts sont également reliés au rail et à proximité immédiate du T.R.W., le terminal qui assure le transbordement des semi-remorques et caisses mobiles pour le trafic combiné rail/route.

6. L'exposé des motifs de l'ordonnance du 3 décembre 1992 précise l'objectif poursuivi par la création de cette société régionale :

Par ce biais, l'Exécutif entend favoriser la protection et le développement du centre économique et de transports constitué par le Port de Bruxelles et ses installations maritimes. La nouvelle société devra notamment assurer de meilleures synergies entre le « noeud » eau, fer, route, et les activités économiques privées qui s'y développent en symbiose avec l'infrastructure de transport.

Un port intérieur se doit en effet de jouer la complémentarité des différents modes de transport, en mettant à la disposition des professionnels des structures et des services leur permettant d'exercer une activité équilibrée entre la voie d'eau, le fer et le camion. (...) L'Exécutif est conscient de ce que le mode de transport par voie fluviale constitue un moyen de désengorger le transport terrestre et doit donc être développé.

(1) Article 6, § 1^{er}, X, 2^o et 3^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises et la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions.

(2) Avant la régionalisation de 1989 et la création de la Région de Bruxelles-Capitale, la gestion de la partie sud du canal (entre la Place Saintelette et la limite de Sint-Pieters-Leeuw à Anderlecht) était confiée au Ministère national des Travaux publics, administration des voies hydrauliques.

2. De regionalisering van de waterwegen en van de havens met hun aanhorigheden in 1989 had tot gevolg dat het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest het beheer van de haven van Brussel, de voorhaven, de aanhorigheden en de opslagplaatsen ervan evenals de waterweg ervan toegewezen kreeg (1).

3. Het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest heeft beslist het havenbeleid dat tevoren gevoerd werd, verder te zetten en te consolideren, en heeft als instrument gekozen voor een pararegionale van het type B die belast wordt met de exploitatie, het beheer en de ontwikkeling van de haven en de waterweg.

4. De ordonnantie van 3 december 1992 betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, richt een gewestelijke maatschappij op van de Haven van Brussel, een organisme van openbaar nut dat rechtspersoonlijkheid bezit (Zie bijlage 1).

Deze gewestelijke maatschappij heeft de vorm aangenomen van een instelling van openbaar nut die de bijzonderheid vertoont hoofdzakelijk uit aandeelhouders van rechtswege te bestaan die de vennoten zijn van de N.V. Zeekanaal en Haveninrichtingen van Brussel, met uitzondering van de Vlaamse gemeenten en de Staat die vervangen werd door het Gewest.

Deze maatschappij is belast met de exploitatie, het beheer en de ontwikkeling van het kanaal, van de haven, de voorhaven en de aanhorigheden ervan op het grondgebied van het Gewest, dit wil zeggen, op het deel van het kanaal dat zich uitstrekt tussen de ring van Vilvoorde (noordelijke grens) en de grens van Sint-Pieters-Leeuw in Anderlecht (zuidelijke grens), of 14 km alles bij elkaar (11,5 km kaaimuren) (2).

De aanhorigheden liggen verspreid over een nuttige oppervlakte van 62,5 hectaren.

5. De gewestelijke maatschappij van de Haven van Brussel is vandaag een doeltreffend instrument op het vlak van de scheepvaart : het is een haven die 24 uur op 24 toegankelijk is voor binnenschepen tot 9000 ton (na het voltooiën van de sluis van Hingene) en voor zeeschepen tot 4500 ton. Het verbindingskanaal met de Rupel — en later rechtstreeks met de Schelde — verzekert een snel en makkelijk traject op het vlak van de veiligheid.

De Haven van Brussel geniet een bevoorrechte geografische ligging. Het havendomein is verbonden met het spoor en met de weg; het is makkelijk toegankelijk vanuit het netwerk van Europese snelwegen, want het ligt dicht bij de ring. De opslagplaatsen zijn ideaal gelegen binnen de grenzen van het Brusselse Gewest om er de bevoorradings van te verzekeren en zijn makkelijk toegang buiten de piekuren. De opslagplaatsen zijn ook met het spoor verbonden en liggen in de onmiddellijke nabijheid van de T.R.W., de terminal die de overslag verzekert van de opleggers en de mobiele kisten voor het gecombineerd spoor/wegverkeer.

6. De memorie van toelichting van de ordonnantie van 3 december 1992 preciseert de doelstelling die wordt nagestreefd door de oprichting van deze Gewestelijke Maatschappij :

Hiermee wil de Executieve de bescherming en de ontwikkeling bevorderen van het economisch en vervoer-centrum dat de Haven van Brussel en haar haveninrichtingen vertegenwoordigen. De nieuwe maatschappij moet met name een betere samenwerking verzekeren tussen het « knooppunt », gevormd door water, spoor en weg, en de privé-economische activiteiten die er ontwikkeld worden, in harmonie met de vervoersinfrastructuur.

Een binnenhaven moet immers een complementaire rol spelen ten opzichte van de verschillende vervoerwijzen, door structuren en diensten ter beschikking te stellen van de vaklui teneinde ze in staat te stellen een evenwichtige activiteit uit te oefenen tussen de waterweg, het spoor en de vrachtwagen. (...) De Executieve is er zich van bewust dat de vervoerwijze via de waterweg een middel is om het vervoer te lande te ontlasten, en bijgevolg moet ontwikkeld worden.

(1) Artikel 6, § 1, X, 2^o en 3^o, van de bijzondere wet op de institutionele hervormingen van 8 augustus 1980, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen en de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en gewesten.

(2) Vóór de regionalisering van 1989 en de oprichting van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, was het beheer van het zuidelijk gedeelte van het kanaal (tussen het Sainteletteplein en de grens met Sint-Pieters-Leeuw in Anderlecht) toevertrouwd aan het Nationaal Ministerie van Openbare Werken, bestuur der waterwegen.

7. Les statuts qui régissent le Port de Bruxelles et définissent son fonctionnement sont parus au *Moniteur belge* le 18 février 1993 (Voir annexe 2 : arrêté de l'Exécutif du 15 janvier 1993 portant adoption des statuts du Port de Bruxelles).

8. L'ordonnance du 3 décembre 1992 prévoit que :

— « L'Exécutif arrête le cahier des charges auquel est soumise la Société.

Le cahier des charges détermine les obligations de service public de la Société » (article 4).

— « L'Exécutif et la Société concluent un contrat de gestion » (article 5).

L'exposé des motifs précise que ces obligations de service public comprennent :

— d'une part, des missions d'intérêt général;
— d'autre part, des missions spécifiques vis-à-vis des usagers de la voie d'eau et des entreprises situées dans la zone portuaire.

9. Le présent cahier des charges décrit donc les obligations de service public que doit remplir le Port de Bruxelles sous la forme de fonctions attendues ou imposées par son environnement externe. Le cahier des charges précise également les critères à prendre en compte par le Port de Bruxelles dans l'accomplissement de ses missions. La compétence technique du Port de Bruxelles n'est donc pas décrite dans le présent cahier des charges. Elle incombe à la responsabilité du Port de Bruxelles, qui l'intègre dans son plan d'entreprise.

10. Les missions définies dans le présent cahier des charges sont concrétisées lorsque c'est nécessaire, en principes de fonctionnement dans le contrat de gestion.

11. L'administration de l'Équipement et des Déplacements du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (A.E.D.) est chargée de vérifier le respect du présent cahier des charges.

CHAPITRE I^{er}. — Caractéristiques générales du cahier des charges du Port de Bruxelles

Article 1^{er}. — Objet

1.1. Le présent cahier des charges détermine les obligations de service public que doit assurer le Port de Bruxelles, conformément à l'article 4 de l'ordonnance du 3 décembre 1992 relative à l'exploitation et au développement du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale, ci-après dénommée l'ordonnance.

1.2. Aucune disposition du présent cahier des charges n'a pour objet de régler la responsabilité du Port de Bruxelles envers les tiers et les usagers, laquelle reste régie par les lois et règlements. Le Port de Bruxelles assume seul cette responsabilité, à l'entière décharge de la Région de Bruxelles-Capitale, ci-après dénommée la Région.

Article 2. — Auteur

Conformément à l'ordonnance, le présent cahier des charges est arrêté par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, ci-après dénommé l'Exécutif.

Article 3

Réalisation des obligations de service public

L'Exécutif et le Port de Bruxelles établissent un contrat de gestion, conformément à l'article 5 de l'ordonnance.

Le contrat de gestion fixe notamment les engagements réciproques des parties.

Article 4. — Suivi

Le Port de Bruxelles met en place un système de suivi de chacune des missions reprises au présent cahier des charges, afin, notamment, de permettre au Ministre de l'Exécutif qui a la tutelle sur le Port de Bruxelles de vérifier en tout temps si les exigences du cahier des charges sont respectées.

Les modalités de ce système de suivi sont prévues dans le contrat de gestion.

Article 5. — Révision

Le présent cahier des charges peut être revu par arrêté délibéré en Exécutif en fonction d'une part, de l'évolution de l'environnement externe et en particulier de la conjoncture économique, et en fonction, d'autre part, de l'évolution de la politique générale de l'Exécutif.

7. De statuten die de Haven van Brussel beheersen en de werking ervan bepalen, zijn verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 18 februari 1993 (Zie bijlage 2 : besluit van de Executieve van 15 januari 1993 houdende goedkeuring van de statuten van de Haven van Brussel).

8. De ordonnantie van 3 december 1992 bepaalt dat :

— « De Executieve bepaalt het bestek waaraan de Maatschappij onderworpen is.

Het bestek bepaalt de verplichtingen van openbare dienstverlening van de Maatschappij » (artikel 4).

— « De Executieve en de Maatschappij sluiten een beheerscontract af » (artikel 5).

De memorie van toelichting preciseert dat deze verplichtingen van openbare dienstverlening omvatten :

— enerzijds taken van algemeen nut;
— anderzijds specifieke taken ten opzichte van de gebruikers van de waterweg en van de bedrijven die in de havenzone gelegen zijn.

9. Het bestek beschrijft dus de verplichtingen van openbare dienstverlening die de Haven van Brussel moet vervullen onder de vorm van functies die de externe omgeving haar oplegt of van haar verwacht. Het bestek preciseert ook de criteria waar de Haven van Brussel rekening dient mee te houden bij het volbrengen van haar taken. De technische bevoegdheid van de Haven van Brussel wordt dus niet beschreven in dit bestek. Zij is de verantwoordelijkheid van de Haven van Brussel die ze in haar ondernemingsplan opneemt.

10. De taken, die in dit bestek gedefinieerd worden, worden, indien nodig, geconcretiseerd in werkingsprincipes in het beheerscontract.

11. Het bestuur van de Uitrusting van het Vervoerbeleid en Verplaatsingen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (B.U.V.) is ermee belast na te gaan of dit bestek nageleefd wordt.

HOOFDSTUK I. — Algemene kenmerken van het bestek van de Haven van Brussel

Artikel 1. — Voorwerp

1.1. Dit bestek legt de verplichtingen vast van openbare dienstverlening die de Haven van Brussel moet uitvoeren, overeenkomstig artikel 4 van de ordonnantie van 13 december 1992 betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hierna de ordonnantie genoemd.

1.2. Geen enkele bepaling uit dit bestek heeft tot voorwerp de verantwoordelijkheid van de Haven van Brussel ten opzichte van derden en van de gebruikers te regelen, deze blijft beheerd door de wetten en reglementen. De Haven van Brussel neemt deze verantwoordelijkheid alleen waar, ter volledige ontlasting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hierna het Gewest genoemd.

Artikel 2. — Auteur

Overeenkomstig de ordonnantie, wordt dit bestek vastgelegd door de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hierna de Executieve genoemd.

Artikel 3

Vervullen van de verplichtingen van openbare dienstverlening

De Executieve en de Haven van Brussel stellen een beheerscontract op, overeenkomstig artikel 5 van de Ordonnantie.

Het beheerscontract legt met name de wederzijdse verbintenissen van de partijen vast.

Artikel 4. — Opgvolging

De Haven van Brussel voert een systeem in voor de opvolging van elk van de taken die in dit bestek opgenomen zijn, om met name de Minister van de Executieve, die de voogdij over de Haven van Brussel heeft in staat te stellen op elk ogenblik na te gaan of de vereisten van dit bestek nageleefd worden.

De modaliteiten van dit opvolgingsstelsel worden bepaald in het beheerscontract.

Artikel 5. — Herziening

Dit bestek kan herzien worden door arrest, besloten in de Executieve, enerzijds in het licht van de evolutie van de externe omgeving en in het bijzonder van de economische conjunctuur en anderzijds in het licht van de evolutie van het algemeen beleid van de Executieve.

Article 6. — Cas de force majeure

Lorsque le Port de Bruxelles ne peut respecter le présent cahier des charges pour cas de force majeure, il en informe son Ministre de tutelle sans délai.

Le Port de Bruxelles est tenu de s'organiser pour que les installations et son équipement soient préservés en cas de grève de son personnel.

CHAPITRE II. — Obligations de service public du Port de Bruxelles*Article 7. — Présentation des obligations de service public*

7.1. Sans préjudice de l'ordonnance, les obligations de service public du Port de Bruxelles sont,

d'une part les missions d'intérêt général suivantes :

- assurer le trafic sur la voie d'eau de façon ininterrompue;
- développer le trafic sur la voie d'eau;
- respecter la législation en vigueur et faire respecter la réglementation sur la voie d'eau et dans la zone portuaire;
- gérer au mieux ses ressources financières;
- assurer l'évacuation des eaux de ruissellement, des eaux usées et des boues de décantation se déversant dans le canal;
- mettre un entrepôt public à disposition de l'administration des douanes et accises pour les dédouanements;
- collaborer et établir les synergies nécessaires avec les pouvoirs publics bruxellois, ainsi qu'avec les pouvoirs publics gestionnaires de la voie d'eau située en aval et en amont du Port de Bruxelles;
- répondre aux exigences de la Région;
- participer à la politique d'évacuation des déchets;

d'autre part, les missions spécifiques vis-à-vis des usagers de la voie d'eau et des entreprises situées dans la zone portuaire, que sont :

- mettre à disposition des usagers de la voie d'eau et des concessionnaires, l'infrastructure, les outils et les services adéquats et nécessaires;
- gérer, entretenir et développer le patrimoine du Port de Bruxelles par la réalisation des travaux indispensables à l'infrastructure globale;
- prendre avis auprès des associations représentant les usagers et les concessionnaires.

7.2. Ni cette distinction, ni l'ordre de présentation des obligations de service public n'induisent entre elles une hiérarchie.

7.3. L'accomplissement des obligations de service public implique d'exécuter ou de faire exécuter les tâches préliminaires et complémentaires en rapport avec elles. Toute activité ou affectation des lieux qui ne relève pas de la gestion portuaire proprement dite, est interdite au Port de Bruxelles, sauf décision contraire de l'Exécutif, moyennant avis préalable du conseil d'administration du Port de Bruxelles.

Sont considérées comme activités portuaires, les activités liées à la fonction du port, c'est-à-dire le chargement, le déchargement, l'entreposage et le transport de marchandises, ainsi que les activités industrielles et de service y corrélatives.

*Section 1. — Missions d'intérêt général**Article 8. — Assurer le trafic sur la voie d'eau de façon ininterrompue*

8.1. Le Port de Bruxelles met tous les moyens en œuvre pour assurer la navigation de destination et de transit, y compris la navigation de plaisance, conformément à la législation réglant la matière, et aux accords de coopération entre régions.

8.2. Pour ce faire, le Port de Bruxelles doit notamment :

- assurer la signalisation pour la navigation;
- assurer le passage et la sécurité de la navigation;
- délivrer les immatriculations;
- contrôler les niveaux d'eau;
- assurer le dragage de la voie d'eau.

8.3. Le passage sur la voie d'eau est organisé en tenant compte :

- des flux de déplacement (volumes, amplitudes, origines et destinations, modes de transport, ...);

Artikel 6. — Geval van overmacht

Wanneer de Haven van Brussel dit bestek niet kan naleven omwille van een geval van overmacht, dan licht ze haar Voogdijminister daarover onverwijld in.

De Haven van Brussel is verplicht zich te organiseren opdat de installaties en de uitrusting ervan gevrijwaard zouden blijven in geval van een staking van zijn personeel.

HOOFDSTUK II. — Verplichtingen van openbare dienstverlening van de Haven van Brussel*Artikel 7. — Voorstelling van de verplichtingen van openbare dienstverlening*

7.1. Zonder afbreuk te doen aan de ordonnantie, zijn de verplichtingen van openbare dienstverlening van de Haven van Brussel, enerzijds de volgende taken van algemeen nut :

- het verkeer op de waterweg op ononderbroken wijze verzekeren;
- het verkeer op de waterweg bevorderen;
- de van kracht zijnde wetgeving naleven en de reglementering op de waterweg en in de havenzone doen naleven;
- de financiële middelen zo goed mogelijk beheren;
- verzekeren van het afvoeren van het afvloeiend water, het afvalwater en het bezinkelijk dat in het kanaal geloosd wordt;
- een openbaar stapelhuis ter beschikking stellen van het bestuur van douane en accijnzen voor de in- en uitklaringen;
- meewerken met de Brusselse overheden evenals met de overheden die de waterweg stroomop- en stroomafwaarts van de Haven van Brussel beheren en de nodige synergie te verwezenlijken;
- tegemoet komen aan de eisen van het Gewest;
- deelnemen aan het beleid van afvalverwijdering;

anderzijds, de specifieke taken ten opzichte van de gebruikers van de waterweg en de bedrijven die gelegen zijn in de havenzone, het gaat om :

- de gebruikers van de waterweg en de concessiehouders, de infrastructuur, de geschikte en nodige instrumenten en diensten ter beschikking stellen;
- het patrimonium van de Haven van Brussel beheren, onderhouden en ontwikkelen en de noodzakelijke werken aan de globale infrastructuur uitvoeren;
- advies inwinnen bij de verenigingen die de gebruikers en de concessiehouders vertegenwoordigen.

7.2. Er wordt geen hiërarchie ingevoerd onder de verplichtingen van openbare dienstverlening door dit onderscheid, noch door de orde waarin ze worden voorgesteld.

7.3. Het vervullen van de verplichtingen van openbare dienstverlening impliceert dat men de voorafgaande en bijkomstige taken die er verband mee houden, uitvoert of laat uitvoeren. Alle activiteiten of bestemmingen van plaatsen die niet ressorteren onder het eigenlijke havenbeleid, zijn verboden in de Haven van Brussel, tenzij hierover anders beslist wordt door de Executieve door voorafgaand advies van de raad van bestuur van de Haven van Brussel.

Worden beschouwd als havenactiviteiten, de activiteiten die verband houden met de functie van haven, dit wil zeggen, het laden, het lossen, het opslaan en het vervoer van goederen, evenals de industriële en dienstactiviteiten die ermee verband houden.

*Deel 1. — Opdrachten van algemeen nut**Artikel 8. — Verzekeren van het verkeer op de waterweg op ononderbroken wijze*

8.1. De Haven van Brussel stelt alle middelen in het werk om de scheepvaart die de haven als bestemming heeft en het doorgaand verkeer, met inbegrip van de pleziërscheepvaart, te verzekeren, overeenkomstig de wetgeving die de materie regelen en de samenwerkingsakkoorden tussen de gewesten.

8.2. Om dit te doen, moet de Haven van Brussel, met name :

- de verkeerstekens voor de scheepvaart verzekeren;
- de doorgang en de veiligheid van de scheepvaart verzekeren;
- de inschrijvingsbewijzen uitreiken;
- het waterniveau controleren;
- het uitbaggeren van de waterweg verzekeren.

8.3. Bij de organisatie van het verkeer op de waterweg wordt rekening gehouden met :

- verkeersstromen (volumes, omvang, oorsprong en bestemming, vervoerwijzen, ...);

— des caractéristiques et des attentes des usagers potentiels (par exemple les attentes d'information, de durée de leur déplacement, de fiabilité du service, de sécurité, ...).

Article 9. — Développer le trafic sur la voie d'eau

9.1. Le Port de Bruxelles est tenu, en tant que service public gestionnaire de la voie d'eau, de développer le transport par voie d'eau.

9.2. Le développement du trafic sur la voie d'eau s'inscrit dans la perspective de meilleures synergies entre le noeud eau, fer, route, dans l'optique d'une réduction de l'engorgement routier de la Région.

9.3. Les modalités concrètes du développement du trafic sur la voie d'eau sont inscrites dans le contrat de gestion. Parmi celles-ci, doivent notamment figurer :

— l'affectation des terrains situés le long du canal à des usagers de la voie d'eau pour autant que l'infrastructure portuaire existe;

— la création d'incitants à l'utilisation de la voie d'eau pour les concessionnaires de terrains qui ne sont pas situés le long de la voie d'eau;

— l'inscription d'une clause de trafic garanti dans les concessions à conclure avec les usagers de la voie d'eau.

Article 10. — Respecter la législation en vigueur et faire respecter la réglementation sur la voie d'eau et dans la zone portuaire

10.1. Le Port de Bruxelles réalise ses missions, et exécute le contrat de gestion en respectant l'ensemble de la législation et des réglementations qui le concernent.

10.2. Un ensemble de dispositions légales, réglementaires et contractuelles s'applique :

— aux utilisateurs de la voie d'eau : règlement de police et de navigation, ...

— aux concessionnaires : clause environnementale, critères urbanistiques, réglementations concernant la sécurité, ...

10.3. En particulier, le Port de Bruxelles fait respecter la police portuaire; à cet égard, il a notamment pour mission :

— de constater les infractions et dresser procès-verbal, conformément à l'arrêté royal portant règlement de police et de navigation du canal de Bruxelles au Rupel et du Port de Bruxelles (voir annexe 3);

— d'effectuer le dérèglement de certains membres d'équipage étrangers et d'assurer le contact avec la police des frontières;

— d'assurer l'information des services compétents en ce qui concerne la pollution de la voie d'eau.

10.4. Le Port propose à la Région les adaptations nécessaires à la réglementation en vigueur.

10.5. Le Port de Bruxelles respecte et fait respecter les accords de coopération qui le concernent, et en assure le suivi. Par accords de coopération, on entend non seulement les accords passés entre les régions, mais également tout autre accord de coopération concernant le Port de Bruxelles, au niveau européen par exemple. (Voir annexe 4 : accord de coopération du 7 février 1992 entre la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale en matière de gestion et d'exploitation du canal de Bruxelles-Rupel). Le Port de Bruxelles veille au renouvellement de ces accords en temps utile.

Article 11. — Gérer au mieux ses ressources financières

11.1. La réalisation de ses missions par le Port de Bruxelles nécessite des besoins de financement qui doivent être couverts par les ressources financières générées par son activité et celles prévues par la Région.

L'autonomie de gestion financière confiée au Port de Bruxelles dans le cadre de ses statuts et du contrat de gestion, implique qu'il assure la gestion des moyens financiers nécessaires à son activité et remplisse les engagements financiers liés à son activité, d'une part au niveau de l'exploitation, et de l'autre au niveau des investissements.

11.2. Au niveau de l'exploitation de ses services, le Port de Bruxelles assure la perception de ses recettes, sauf législation contraire. Les dotations régionales s'ajoutent à ces recettes, conformément au contrat de gestion.

— kenmerken en verwachtingen van potentiële gebruikers (bijvoorbeeld verwachtingen over informatie, duur van hun vervoer, betrouwbaarheid van de dienstverlening, veiligheid, ...).

Artikel 9. — Het verkeer op de waterweg bevorderen

9.1. De Haven van Brussel moet als openbare dienst, die de waterweg beheert, het verkeer via de waterweg bevorderen.

9.2. De ontwikkeling van het verkeer op de waterweg kadert in het perspectief van een grotere synergie tussen het knooppunt van water, spoor en weg, met het oog op een beperking van de opstoppingen op de wegen van het Gewest.

9.3. De concrete modaliteiten van de ontwikkeling van het verkeer op de waterweg staan in het beheerscontract. Daaronder moeten met name opgenomen zijn :

— de bestemming van de terreinen, gelegen langs het kanaal voor de gebruikers van de waterweg, voor zover de haveninfrastructuur bestaat;

— het creëren van stimulansen voor het gebruik van de waterweg voor de concessiehouders van terreinen die niet langs de waterweg gelegen zijn;

— het opnemen van een gewaarborgde verkeersclausule in de concessies die zullen afgesloten worden met de gebruikers van de waterweg.

Artikel 10. — De van kracht zijnde wetgeving naleven en de reglementering op de waterweg en in de havenzone doen naleven

10.1. De Haven van Brussel verwezenlijkt haar taken en voert het beheerscontract uit en leeft daarbij de hele wetgeving en de reglementeringen na die haar betreffen.

10.2. Een reeks van wettelijke, reglementaire en contractuele bepalingen is toepasselijk op :

— de gebruikers van de waterweg : politie- en scheepvaartreglement, ...

— de concessiehouders : milieuclausule, stedenbouwkundige criteria, reglementeringen betreffende de veiligheid, ...

10.3. De Haven van Brussel doet in het bijzonder de havenpolitie respecteren; in dit opzicht is het in het met name haar opdracht :

— de overtredingen vast te stellen en proces-verbaal op te stellen, overeenkomstig het koninklijk besluit houdende politie- en scheepvaartreglementering van het kanaal van Brussel tot aan de Rupel en van de Haven van Brussel (zie bijlage 3);

— de deactivering van bepaalde buitenlandse bemanningsleden te verrichten en het contact met de grenspolitie te verzekeren;

— informeert de bevoegde diensten voor wat betreft de vervuiling de waterweg.

10.4. De Haven stelt aan het Gewest de nodige aanpassingen voor aan de van kracht zijnde reglementering.

10.5. De Haven van Brussel leeft de samenwerkingsakkoorden die haar betreffen, na en doet ze naleven, en verzekert er de opvolging van. Onder samenwerkingsakkoorden verstaat men niet enkel de akkoorden die afgesloten worden onder de gewesten maar ook elk ander samenwerkingsakkoord betreffende de Haven van Brussel, op Europees niveau bijvoorbeeld (zie bijlage 4 : samenwerkingsakkoord van 7 februari 1992 tussen het Vlaamse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op het vlak van het beheer en de exploitatie van het kanaal Brussel-Rupel). De Haven van Brussel waakt over het vernieuwen van deze akkoorden te zijner tijd.

Artikel 11. — De financiële middelen zo goed mogelijk beheren

11.1. Om haar taken te verwezenlijken heeft de Haven van Brussel financieringsmiddelen nodig die moeten gedekt worden door de financiële middelen die tot stand gebracht worden door haar activiteit en die vastgelegd worden door het Gewest.

De autonomie van het financieel beheer dat toevertrouwd wordt aan de Haven van Brussel in het kader van haar statuten en het beheerscontract, impliceert dat zij het beheer van de financiële middelen verzekert die nodig zijn voor haar activiteit en dat zij de financiële verplichtingen vervult die verband houden met haar activiteit, enerzijds op het vlak van de uitbating, en anderzijds op het vlak van de investeringen.

11.2. Voor wat betreft de exploitatie van haar diensten betreft, verzekert de Haven van Brussel de inning van haar inkomsten, behoudens andersluidende wetgeving. De gewestelijke dotaties komen bovenop deze inkomsten, overeenkomstig het beheerscontract.

La gestion de ces ressources et le paiement des différents créanciers du Port de Bruxelles sont réalisés par lui-même, en vue d'atteindre l'équilibre financier, dans le respect du contrat de gestion. Le Port affecte les éventuels bénéfices à la réalisation de son objet social.

11.3. Le Port de Bruxelles doit réaliser ses investissements conformément aux prévisions retenues dans le contrat de gestion. Il en assure la gestion financière, selon les règles de l'art, en fonction des ressources prévues dans le contrat de gestion, de façon à ce que les engagements pris envers les fournisseurs puissent être respectés.

11.4. Les modalités de gestion des ressources financières sont définies dans le contrat de gestion.

Article 12. — Assurer l'évacuation des eaux de ruissellement, des eaux usées et des boues de décantation se déversant dans le canal

12.1. Le canal sert de bassin de récupération et de régulateur en cas de crue, permettant ainsi que certains quartiers de la Région ne soient pas inondés lors de fortes pluies.

12.2. Le Port de Bruxelles entretient les infrastructures et les outils relevant de l'infrastructure globale de Port et qui lui permettent d'assurer cette mission.

Article 13. — Mettre un entrepôt public à disposition de l'administration des douanes et accises pour les dédouanements

Cette mission résulte de l'application de l'article 29 de la loi du 20 février 1978 relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire, de l'arrêté royal du 29 janvier 1979 relatif aux entrepôts douaniers et dépôt temporaire, ainsi que de l'arrêté ministériel du 8 janvier 1990 approuvant le règlement spécial de l'Entrepôt Public de Bruxelles (voir annexe 5).

Article 14. — Collaborer et établir les synergies nécessaires avec les pouvoirs publics bruxellois, ainsi qu'avec les pouvoirs publics gestionnaires de la voie d'eau située en aval et en amont du Port de Bruxelles

Le Port de Bruxelles est tenu de collaborer avec les pouvoirs publics visés sous rubrique en vue de permettre la réalisation de l'ensemble des obligations de service public qui lui incombent. Il prend, pour ce faire, toutes les initiatives qui s'imposent.

Article 15. — Répondre aux exigences de la Région

Le Port de Bruxelles est une entreprise régionale s'inscrivant dans la politique menée par la Région et définie dans sa déclaration de politique générale.

Ainsi,

- toute sous-concession reprend les droits et obligations définis dans la concession initiale;
- la durée des concessions à accorder est liée à l'obtention du permis d'environnement éventuel; dans ce cas, ces concessions sont tacitement reconduites pour une seule et même période si les conditions générales et particulières autorisant le renouvellement du permis d'environnement sont inchangées par rapport à celles établies lors de la procédure du permis d'environnement initial.

Par ailleurs :

- au niveau de la définition de la politique régionale relative aux transports et plus largement à la mobilité, le Port de Bruxelles répond aux demandes de participation à des études ou des réflexions, et/ou de conseil qui lui sont formulées par la Région;

- au niveau de la communication, le Port de Bruxelles veille à ce que sa politique de communication s'inscrive dans celle de la Région, et mette en valeur les choix de politique formulés par celle-ci; en particulier, tous les supports de communication du Port de Bruxelles à destination du public portent, aux côtés du sigle du Port, la mention « Région de Bruxelles-Capitale », en français et en néerlandais.

Les modalités de cette coopération entre la Région et le Port de Bruxelles sont définies dans le contrat de gestion.

Article 16. — Participer à la politique d'évacuation des déchets

16.1. Dans le cadre de l'objectif de mobilité de l'Exécutif, le Port de Bruxelles participe à la politique d'évacuation des déchets.

Het beheer van deze middelen en de betaling van de verschillende schuldeisers van de Haven van Brussel worden door haarzelf verwezenlijkt teneinde een financieel evenwicht te bereiken, met naleving van het beheerscontract. De Haven bestemt de eventuele winst voor de realisatie van haar sociaal doel.

11.3. De Haven van Brussel moet haar investeringen doorvoeren, overeenkomstig de bepalingen van het beheerscontract. Zij verzekert er het financieel beheer van, volgens de regels van de kunst en al naargelang de middelen vastgelegd in het beheerscontract, zodat de verbintenissen, die aangegaan worden ten opzichte van de leveranciers, kunnen nagekomen worden.

11.4. De modaliteiten voor het beheer van de financiële middelen worden bepaald in het beheerscontract.

Artikel 12. — Verzekeren van de afvoer van het afvloeiend water, het afvalwater en het bezinkelijk dat in het kanaal geloosd wordt

12.1. Het kanaal dient als recuperatiebekken en als regelaar in geval van hoog water, en maakt het zo mogelijk dat bepaalde wijken van het Gewest niet onderlopen bij hevige regens.

12.2. De Haven van Brussel onderhoudt de infrastructuur en de instrumenten die deel uitmaken van de globale infrastructuur van de haven en die haar in staat stellen deze taak te verzekeren.

Artikel 13. — Een openbaar stapelhuis ter beschikking stellen van het bestuur van douane- en accijnzen voor de in- en uitklaringen

Deze taak vloeit voort uit de toepassing van artikel 29 van de wet van 20 februari 1978 betreffende de douaneopslagplaatsen en de tijdelijke opslag, van het koninklijk besluit van 29 januari 1979 betreffende douaneopslagplaatsen en tijdelijke opslag evenals het ministerieel besluit van 8 januari 1990 houdende goedkeuring van het bijzonder reglement voor de Openbare Opslagplaats van Brussel (zie bijlage 5).

Artikel 14. — Meewerken met de Brusselse overheden evenals met de overheden die de waterweg stroomop- en stroomafwaarts van de Haven van Brussel beheren en de nodige synergie verwezenlijken

De Haven van Brussel moet samenwerken met de overheden bedoeld onder deze titel teneinde de realisatie mogelijk te maken van alle verplichtingen van openbare dienstverlening die haar toekomen. Om dat te doen, neemt ze alle nodige initiatieven.

Artikel 15. — Tegemoet komen aan de eisen van het Gewest

De Haven van Brussel is een gewestelijke onderneming die kadert in het beleid van het Gewest, bijvoorbeeld :

Aldus,

- elke sub-concessie neemt de rechten en verplichtingen over die bepaald worden in de aanvankelijke concessie;
- de duur van de te verlenen concessies is gekoppeld aan het verkrijgen van een eventuele milieuvergunning, in dat geval worden de concessies stilzwijgend vernieuwd voor een enkele en zelfde periode indien de algemene en specifieke voorwaarden, die de vernieuwing van de milieuvergunning toestaan, onveranderd zijn ten opzichte van die die werden vastgesteld tijdens de procedure van de oorspronkelijke milieuverlening.

Elders :

- op het vlak van de definitie van het gewestelijk beleid in verband met het vervoer en, in ruimere zin, de mobiliteit, speelt de Haven van Brussel in op de vragen tot deelname aan studies of beschouwingen, en/of advies die haar gesteld worden door het Gewest;

- op het vlak van communicatie, waakt de Haven van Brussel erover dat haar communicatiebeleid kadert in dat van het Gewest en dat de beleidskeuzen, die het Gewest geformuleerd heeft, tot hun recht komen; in het bijzonder, alle communicatiedragers van de Haven van Brussel die bestemd zijn voor het publiek, dragen naast het letterwoord van de Haven, de vermelding « Brusselse Hoofdstedelijk Gewest », in het Frans en in het Nederlands.

De modaliteiten voor deze samenwerking tussen het Gewest en de Haven van Brussel worden gedefinieerd in het beheerscontract.

Artikel 16. — Deelnemen aan het beleid voor afvalverwijdering

16.1. In het kader van de doelstelling van mobiliteit van de Executieve, neemt de Haven van Brussel deel aan het beleid voor afvalverwijdering.

16.2. Le Port de Bruxelles exécute cette mission selon les modalités prévues dans les accords passés avec la Région.

Ces accords sont annexés, en temps utile, au contrat de gestion.

Section 2. — Missions spécifiques vis-à-vis des usagers de la voie d'eau et des entreprises situées dans la zone portuaire

Article 17. — Mettre à disposition des usagers de la voie d'eau et des concessionnaires l'infrastructure, les outils, les entrepôts et les services adéquats et nécessaires

17.1. Le Port de Bruxelles met à la disposition des usagers de la voie d'eau et des concessionnaires :

les infrastructures dont il dispose :

- le port et la voie d'eau;
- les ouvrages d'art (ponts, écluses, berges et murs de quais);
- les terrains industriels;
- les entrepôts;

des outils tels que :

- équipements de transbordement;
- équipements multi-modaux;
- équipements pour la distribution de gaz, électricité...;

des services tels que :

- la distribution d'eau aux bateaux accostant au port;
- la mise à disposition d'un équipement suffisant (téléphones, sanitaires, conteneurs pour déchets...).

17.2. A cette fin, le Port de Bruxelles prend notamment en compte :

- le type d'outils, d'infrastructure et de services demandés par ses clients;
- leur fréquence et leur durée d'utilisation.

17.3. Pour mener à bien la mission visée au point 17.1. du présent article, le Port de Bruxelles fait face au vandalisme perpétré contre les installations portuaires et qui est source d'insatisfactions tant pour la collectivité en général, que pour les usagers et les concessionnaires. Dans le cadre d'une lutte efficace contre le vandalisme :

- c'est aux polices communales que revient la mission principale de lutte contre le vandalisme;
- dans la mesure où les polices ne sont pas présentes à tous moments, le Port de Bruxelles est tenu de prendre les mesures minimales de surveillance ainsi que les mesures préventives adéquates;
- le Port de Bruxelles apporte aux autorités de police toute l'aide nécessaire en vue d'effectuer des actions de prévention et de prendre les mesures de sécurité qui s'imposent;
- les agents assermentés du Port de Bruxelles peuvent procéder à des contrôles d'identité dans le cadre des compétences de police qui leur sont conférées.

17.4. Le Port de Bruxelles est tenu de communiquer à l'Exécutif la satisfaction de ses clients à l'égard des outils qu'il met à leur disposition.

La méthode de mesure de cette satisfaction est définie par le Port de Bruxelles dans son plan d'entreprise.

Le contrat de gestion détermine la fréquence avec laquelle le Port de Bruxelles rend compte de cette satisfaction à l'Exécutif.

Article 18. — Gérer, entretenir et développer le patrimoine du Port de Bruxelles, par la réalisation des travaux indispensables à l'infrastructure globale

18.1. Le Port de Bruxelles gère et entretient le patrimoine dont il est propriétaire, de même que celui qui lui est confié par la Région. (Voir annexe 6 : Liste du patrimoine régional mis à disposition du Port de Bruxelles).

Pour ce faire, il veille notamment :

- à la bonne tenue du domaine, dans le cadre d'une intégration des activités portuaires compatible avec l'environnement urbain; à cet égard, il accorde une attention particulière aux zones d'habitat avoisinantes;
- à l'entretien de l'ensemble des biens immeubles et meubles qu'il gère, et ce en bon père de famille;

16.2. De Haven van Brussel oefent deze functie uit volgens de modaliteiten die voorzien zijn in de akkoorden die afgesloten werden met het Gewest.

Deze akkoorden worden te zijner tijd als bijlage bij het beheerscontract gevoegd.

Deel 2. — Specifieke taken ten opzichte van de gebruikers van de waterweg en de bedrijven die in de havenzone gelegen zijn

Artikel 117 — Aan de gebruikers van de waterweg en de concessiehouders, de geschikte en nodige infrastructuur, instrumenten, opslagplaatsen en diensten ter beschikking stellen

17.1. De Haven van Brussel stelt aan de gebruikers van de waterweg en de concessiehouders ter beschikking :

de infrastructuur waarover ze beschikt :

- de haven en de waterweg;
- de kunstwerken (bruggen, sluisen), opgehoogde kanten en kaaimuren;
- de industriële terreinen;
- de stapelhuizen;

instrumenten zoals :

- uitrustingen voor overslag;
- multimodale uitrustingen;
- uitrustingen voor de distributie van gas, elektriciteit...;

diensten zoals :

- de waterdistributie aan de boten die in de haven aanleggen;
- het ter beschikking stellen van een toereikende uitrusting (telefoonposten, sanitair, containers voor afval,...).

17.2. Hiertoe houdt de Haven van Brussel in het bijzonder rekening met :

- het type van instrumenten, infrastructuur en diensten die door haar klanten gevraagd worden;
- de frequentie en de gebruiksduur ervan.

17.3. Om de taak, bedoeld in punt 17.1. van dit artikel tot een goed einde te brengen, neemt de Haven van Brussel het op tegen het vandalisme dat bedreven wordt op de haveninstallaties en wat een bron van ontevredenheid is, zowel voor de gemeenschap in het algemeen als voor de gebruikers en de concessiehouders. In het kader van een efficiënte strijd tegen het vandalisme :

- is het aan de gemeentelijke politie dat de hoofdtak toekomt om het vandalisme te bestrijden;
- in de mate dat de politie niet op elk ogenblik aanwezig is, moet de Haven van Brussel de minimale toezichtsmaatregelen nemen evenals de gepaste preventieve maatregelen;
- de Haven van Brussel biedt aan de politieautoriteiten alle nodige steun met het oog op het verrichten preventieve acties en het nemen van de nodige veiligheidsmaatregelen;
- de beëdigde personeelsleden van de Haven van Brussel kunnen overgaan tot identiteitscontroles in het kader van de politiebevoegdheden die hun verleend worden.

17.4. De Haven van Brussel is verplicht aan de Executieve de tevredenheid van haar klanten mee te delen over de instrumenten die ze hun ter beschikking stelt.

De Haven van Brussel bepaalt de methode om deze tevredenheid te meten in haar ondernemingsplan.

Het beheerscontract bepaalt de frequentie waarmee de Haven van Brussel aan de Executieve verantwoording aflegt over deze tevredenheid.

Artikel 18. — Beheren, onderhouden en ontwikkelen van de bezittingen van de Haven van Brussel, door de verwezenlijking van de onontbeerlijke werken aan de globale infrastructuur

18.1. De Haven van Brussel beheert en onderhoudt de bezittingen waarvan ze eigenaar is, evenals deze die haar worden toevertrouwd door het Gewest. (Zie bijlage 6 van het bestek : Lijst van de gewestelijke bezittingen, die door de Haven van Brussel ter beschikking gesteld worden).

Om dit te doen waakt zij in het bijzonder over :

- het goede onderhoud in het kader van een integratie van de havenactiviteit die verenigbaar is met het stadsmilieu, hiertoe besteedt ze bijzondere aandacht aan de naburige woonzones;
- het onderhoud van alle onroerende en roerende goederen die ze beheert en doet ze dit als goed huisvader;

— à l'exécution, conformément aux règles de l'art et sous son entière responsabilité, des travaux et fournitures d'entretien, de même que des travaux et fournitures de renouvellement.

18.2. Le Port de Bruxelles développe son patrimoine, afin de mettre à disposition des usagers de la voie d'eau et des concessionnaires actuels et futurs les outils nécessaires à leur activité.

Les critères d'octroi des concessions sont définis dans le contrat de gestion.

18.3. La Région garantit le Port de Bruxelles contre tous les dommages résultant d'un vice de conception et de construction des ouvrages et de tous leurs équipements qu'elle met à sa disposition, et contre toute responsabilité à l'égard des tiers de ce chef; toutefois, le Port de Bruxelles ne pourra exercer aucun recours contre la Région, fondé sur l'incidence, sur ses frais d'entretien et d'exploitation, d'un vice de conception et de construction des ouvrages et de tous leurs équipements dont elle a l'usage.

Article 19. — Prendre avis auprès des associations représentant les usagers et les concessionnaires

Le Port de Bruxelles s'entoure des avis des usagers et des concessionnaires, notamment au travers de l'ASBL « Communauté Portuaire » et de l'« Association des usagers du Port ».

CHAPITRE III. — Dispositions diverses et finales

Article 20. — Droit d'usage gratuit des propriétés régionales

Dans le cadre de l'exécution des missions du présent cahier des charges, le Port de Bruxelles a le droit d'usage gratuit du canal et des infrastructures qui sont la propriété de la Région. La liste de ces propriétés régionales figure en annexe 6 du présent cahier des charges.

Lorsque les terrains régionaux mis à disposition du Port de Bruxelles ne sont plus affectés à un usage en relation avec les missions du Port, ou lorsqu'ils ne sont pas mobilisés dans le cadre du contrat de gestion, ces terrains sont enlevés de la liste des biens régionaux mis à disposition du Port de Bruxelles.

Article 21. — Intégration du Port dans l'espace urbain

Le Port de Bruxelles s'efforce d'intégrer la zone portuaire dans l'espace urbain, tant au niveau urbanistique qu'environnemental et social (sécurité).

Annexe 1

Ordonnance du 3 décembre 1992 relative à l'exploitation et au développement du canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale (*Moniteur belge* du 21 janvier 1993).

Annexe 2

Arrêté de l'Exécutif du 15 janvier 1993 portant adoption des statuts du Port de Bruxelles (*Moniteur belge* du 18 février 1993).

Annexe 3

Arrêté royal du 18 août 1975 portant règlement de police et de navigation du canal de Bruxelles au Rupel et du port de Bruxelles (*Moniteur belge* du 11 septembre 1975).

Arrêté royal du 24 juillet 1985 modifiant l'arrêté royal du 18 août 1975 portant règlement de police et de navigation du canal de Bruxelles au Rupel et du port de Bruxelles (*Moniteur belge* du 1^{er} octobre 1985).

Arrêté royal du 7 octobre 1983 modifiant, en ce qui concerne le taux des droits de navigation, le règlement de police et de navigation du canal de Bruxelles au Rupel et du port de Bruxelles, annexé à l'arrêté royal du 18 août 1975 (*Moniteur belge* du 25 octobre 1983).

— aan de uitvoering, overeenkomstig de regels van de kunst en onder haar volledige verantwoordelijkheid, van de onderhoudswerken en onderhoudsbenodigdheden evenals de werken en benodigdheden voor vernieuwingswerken.

18.2. De Haven van Brussel ontwikkelt haar bezittingen, teneinde aan de gebruikers van de waterweg en de huidige toekomstige concessiehouders de instrumenten ter beschikking te stellen die nodig zijn voor hun activiteit.

De toekenningscriteria zijn gedefinieerd in het beheerscontract.

18.3. Het Gewest verzekert de Haven van Brussel tegen alle schade die voortvloeit uit gebreken bij het ontwerp en de bouw van de werken en de volledige uitrusting ervan die het ter beschikking stelt van de haven, en tegen elke verantwoordelijkheid ten opzichte van derden uit hoofde hiervan; de Haven van Brussel kan echter geen beroep aantekenen tegen het Gewest, op basis van de weerslag op de onderhouds- en uitbatingkosten, van een ontwerp- of bouwfout aan de werken en hun volledige uitrusting waarvan zij het gebruik heeft.

Artikel 19. — Adviezen inwinnen bij de verenigingen die de gebruikers en de concessiehouders vertegenwoordigen

De Haven van Brussel wint het advies in van de gebruikers en van de concessiehouders, in het bijzonder via de VZW « Havengemeenschap » en de « Vereniging van Havengebruikers ».

HOOFDSTUK III. — Allerhande slotbepalingen

Artikel 20. — Recht op het gratis gebruik van gewestelijke eigendommen

In het kader van de uitvoering van de taken van dit bestek, heeft de Haven van Brussel recht op het gratis gebruik van het kanaal en van de infrastructuur die eigendom zijn van het Gewest. De lijst van deze eigendommen staat in bijlage 6 van dit bestek.

Als de gewestelijke terreinen, die ter beschikking zijn gesteld van de Haven van Brussel, niet meer bestemd zijn voor een gebruik in verband met de opdrachten van de Haven of wanneer zij niet aangewend worden in het kader van het beheerscontract, dan worden deze terreinen van de lijst met gewestelijke goederen die ter beschikking van de Haven van Brussel zijn, geschrapt.

Artikel 21. — Integratie van de Haven in de stadsruimte

De Haven van Brussel integreert de havenzone in de stadsruimte, zowel op stedenbouwkundig vlak als op het vlak van het milieu en op sociaal vlak (veiligheid).

Bijlage 1

Ordonnantie van 3 december 1992 betreffende de exploitatie en de ontwikkeling van het kanaal, de haven, de voorhaven en de aanhorigheden ervan in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest (*Belgisch Staatsblad* van 21 januari 1993).

Bijlage 2

Besluit van de Executieve van 15 januari 1993 houdende aanname van de statuten van de Haven van Brussel (*Belgisch Staatsblad* van 18 februari 1993).

Bijlage 3

Koninklijk besluit van 18 augustus 1975, houdende politie- en scheepvaartreglementering van het kanaal van Brussel tot aan de Rupel en van de Haven van Brussel (*Belgisch Staatsblad* van 11 september 1975).

Koninklijk besluit van 24 juli 1985 tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 augustus 1975 houdende de politie- en scheepvaartreglementering van het kanaal van Brussel tot aan de Rupel en van de Haven van Brussel (*Belgisch Staatsblad* van 1 oktober 1985).

Koninklijk besluit van 7 oktober 1983 tot wijziging, wat het tarief van de scheepvaartrechten betreft, van de politie- en scheepvaartreglementering van het kanaal van Brussel tot aan de Rupel en van de Haven van Brussel, als bijlage bij het koninklijk besluit van 18 augustus 1975 (*Belgisch Staatsblad* van 25 oktober 1983).

Annexe 4

Accord de coopération entre la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale, en matière de gestion et d'exploitation du canal de Bruxelles-Rupel (*Moniteur belge* du 7 février 1992).

Annexe 5

Loi du 20 février 1978 relative aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire (*Moniteur belge* du 22 mars 1978); arrêté royal du 29 janvier 1979 relatif aux entrepôts douaniers et au dépôt temporaire (*Moniteur belge* du 23 janvier 1990); arrêté ministériel du 8 janvier 1990 approuvant le règlement spécial de l'Entrepôt public de Bruxelles (*Moniteur belge* du 23 janvier 1990).

Annexe 6

Liste du patrimoine régional mis à disposition du Port de Bruxelles.

Remarque :

Les annexes au cahier des charges, ci-avant mentionnées, sont disponibles auprès de l'Administration de l'Équipement et des Déplacements du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (A.E.D.).

Bijlage 4

Samenwerkingsakkoord tussen het Vlaamse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor wat betreft het beheer en de exploitatie van het kanaal Brussel-Rupel (*Belgisch Staatsblad* van 7 februari 1992).

Bijlage 5

Wet van 20 februari 1978 betreffende de douaneopslagplaatsen en de tijdelijke opslag (*Belgisch Staatsblad* van 22 maart 1978); koninklijk besluit van 29 januari 1979 betreffende de douaneopslagplaatsen en de tijdelijke opslag (*Belgisch Staatsblad* du 23 januari 1990); ministerieel besluit van 8 januari 1990 houdende goedkeuring van het bijzonder reglement van de Openbare Opslagplaats van Brussel (*Belgisch Staatsblad* van 23 januari 1990).

Bijlage 6

Lijst van de gewestelijke bezittingen ter beschikking gesteld van de Haven van Brussel.

Opmerking :

De bijlagen bij het bestek, die hierboven vermeld worden, zijn beschikbaar bij het Bestuur van de Uitrusting en van het Vervoerbedrijf van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (B.U.V.).

F. 93 — 1628

[S-C — 31226]

17 JUNI 1993. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant la forme des décisions du Collège d'urbanisme en matière de permis d'urbanisme, de permis de lotir et de certificats d'urbanisme

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, notamment les articles 153 et 157;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé de l'aménagement du territoire, et du Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre-Président,

Arrête :

Article 1er. Les décisions du Collège d'urbanisme mentionnent, le cas échéant :

- 1° la comparution et l'audition des parties;
- 2° le dépôt d'observations écrites;
- 3° les mesures d'instruction auxquelles le recours a donné lieu.

Elles portent le nom des membres du Collège d'urbanisme qui ont délibéré.

Elles sont signées par le Président au nom du Collège d'urbanisme.

Art. 2. La décision reproduit en annexe le texte des articles 133 à 137 ou des articles 148 à 151 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, ci-après dénommée « l'ordonnance », selon que le recours a été introduit sur la base de l'article 129 ou sur la base des articles 144 ou 145 de l'ordonnance.

En outre, la décision reproduit en annexe le texte :

1° des articles 87 et 121 de l'ordonnance, ainsi que de l'article 3 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1992 relatif à la péremption et à la prorogation des permis d'urbanisme, lorsque le Collège d'urbanisme délivre un permis d'urbanisme;

2° des articles 98, 99 et 121 de l'ordonnance lorsque le Collège d'urbanisme délivre un permis de lotir;

3° des articles 161 et 162 de l'ordonnance lorsque le Collège d'urbanisme délivre un certificat d'urbanisme.

Art. 3. Le membre de l'Exécutif qui a l'urbanisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

N. 93 — 1628

17 JUNI 1993. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot vaststelling van de vorm der beslissingen van het Stedebouwkundig College inzake stedebouwkundige vergunningen, verkavelingsvergunningen en stedebouwkundige attesten

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebouw, inzonderheid op artikelen 153 en 157;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met ruimtelijke ordening, en van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter,

Besluit :

Artikel 1. In de beslissingen van het Stedebouwkundig College worden, in voorkomend geval, vermeld :

- 1° het verschijnen en het horen van de partijen;
- 2° het indienen van schriftelijke opmerkingen;
- 3° de onderzoeksmaatregelen waartoe het beroep aanleiding heeft gegeven.

De beslissingen vermelden de naam van de leden van het Stedebouwkundig College die hierover beraadslaagd hebben.

Ze worden door de Voorzitter namens het Stedebouwkundig College ondertekend.

Art. 2. De beslissing vermeldt de tekst van de artikelen 133 tot 137 of van de artikelen 148 tot 151 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedebouw, hierna te noemen « de ordonnantie », naar gelang het beroep op basis van artikel 129 of op basis van de artikelen 144 of 145 van de ordonnantie aangetekend werd.

Bovendien vermeldt de beslissing in bijlage de tekst van :

1° de artikelen 87 en 121 van de ordonnantie alsmede van het artikel 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 3 juli 1992 betreffende het verval en de verlenging van de stedebouwkundige vergunningen, wanneer het Stedebouwkundig College een stedebouwkundige vergunning afgeeft;

2° de artikelen 98, 99 en 121 van de ordonnantie, wanneer het Stedebouwkundig College een verkavelingsvergunning afgeeft;

3° de artikelen 161 en 162 van de ordonnantie, wanneer het Stedebouwkundig College een stedebouwkundig attest afgeeft.

Art. 3. Het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid stedebouw behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.